

# Ces guerres du bout du monde



© DREAMSTIME

Propos recueillis  
par Brigitte Trudel

C'est loin, l'Afghanistan. L'équivalent de 3 055 ponts Jacques-Cartier mis bout à bout. Et pourtant, des militaires de chez nous s'y trouvent en ce moment. Pourquoi? Sommes-nous vraiment concernés par ce conflit qui se déroule à l'étranger? En tant que Québécois, qu'avons-nous à voir avec ces guerres du bout du monde?

Jocelyn Coulon est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de la paix, affilié au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), où il est aussi professeur invité. Chroniqueur de politique internationale au quotidien *La Presse*, il publie chaque année depuis 2003 le *Guide du maintien de la paix* chez Athéna Éditions.



M.-H. TREMBLAY / AGENCE STOCK

## Entrevue avec JOCELYN COULON

### LES QUÉBÉCOIS ET L'AFGHANISTAN

---

**RND** Les Québécois sont divisés quant à la présence de nos militaires en Afghanistan. Comment se faire une idée juste de cette question ?

Reportons-nous au 11 septembre 2001. C'est à la suite de l'attaque terroriste à New York que l'armée canadienne a décidé d'intervenir en Afghanistan. Premièrement, parce que la destruction des tours jumelles était cruelle. Trois mille personnes pulvérisées en quelques secondes, ça frappe, c'est évident. Deuxièmement, parce qu'une attaque contre les Américains, même si elle ne nous touche pas directement, a des effets réels sur notre politique étrangère. Les États-Unis sont non seulement la plus grande

superpuissance du monde, mais aussi notre seul voisin. On ne peut rester indifférent à ce qui s'y passe. Troisièmement, quand on s'attaque aux États-Unis, c'est aux intérêts occidentaux qu'on s'attaque et, par ricochet, aux intérêts canadiens. Compte tenu de tous ces éléments, le Canada ne pouvait rester sans rien faire. Il s'est montré solidaire des États-Unis, comme l'ont fait d'ailleurs presque tous les pays du monde.

**RND** Vous jugez donc que la présence de l'armée canadienne en Afghanistan est justifiée ?

Notre armée n'est pas débarquée dans ce pays sans raisons valables. D'abord, elle voulait empêcher que le territoire ne tombe tout entier aux mains des talibans, cette bande de terroristes qui étaient de mèche avec Al-Qaïda en 2001. Ensuite, elle

cherchait à défendre nos intérêts économiques, politiques et militaires et à protéger la relation particulière que nous avons avec les États-Unis. Enfin, elle souhaitait contribuer au mieux-être des Afghans en participant à des programmes d'aide et de reconstruction. Défendre nos intérêts et aider une société effondrée me paraissent de bonnes raisons pour justifier la présence de nos troupes là-bas.

Lorsqu'on se targue de défendre la veuve et l'orphelin, on se doit de les défendre partout dans le monde.

**RND** Comment expliquer alors que les Québécois soient en bonne partie opposés à la présence canadienne en Afghanistan ?

Les Québécois estiment que ce qui se passe en Afghanistan est une guerre américaine et qu'en s'y rendant, l'armée et le gouvernement canadiens accomplissent le travail des États-Unis. C'est à mon sens une fausse impression. Cela dit, l'opposition québécoise à des interventions militaires ne date pas d'hier. Elle revient de façon continue au cours de notre histoire. Encore récemment, lors de la guerre du Golfe du début des années 90, la majorité des Québécois s'opposaient à une intervention de notre armée, même si cette guerre était appuyée par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

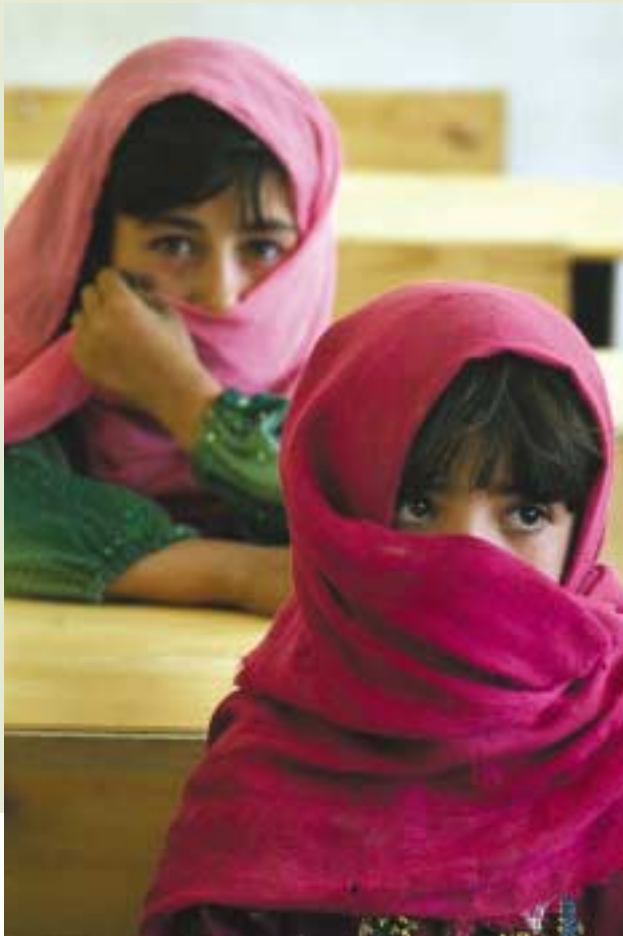
**RND** Outre l'Afghanistan, dans quelles autres parties du globe les troupes canadiennes sont-elles déployées ?

Le nombre de militaires canadiens dispersés dans le monde est minime. Certains d'entre eux jouent le rôle de Casques bleus au Soudan, où ils soutiennent les missions de l'ONU. En Haïti, il se trouve peu de nos militaires, mais une centaine de policiers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) participent à la formation et à la reconstruction de la police nationale haïtienne. S'ajoutent à cela une dizaine d'unités composées de quelques soldats et dispersées dans divers pays. Somme toute, l'essentiel des interventions militaires canadiennes se fait en Afghanistan.

**FAIRE OU NE PAS FAIRE LA GUERRE ?**

**RND** Qu'est-ce qui pousse un pays étranger à intervenir dans un conflit plutôt que dans un autre ?

Soyons clair, c'est avant tout une question d'intérêts économiques et politiques. Prenons l'Afghanistan. Les véritables raisons de notre implication dans cette région relèvent précisément de ce genre d'intérêts et de notre relation avec les États-Unis. Nos politiciens répètent que nous sommes là-bas pour assister la population, protéger les femmes et favoriser le retour des petites filles à l'école. C'est vrai, du moins espérons-le, qu'aider la population afghane à sortir de l'emprise des talibans est important pour



le gouvernement. Mais cette justification humanitaire n'est qu'une raison parmi d'autres de notre présence là-bas. Je dirais même qu'elle n'est pas la principale. Vous savez, lorsqu'on se targue de défendre la veuve et l'orphelin, on se doit de les défendre partout dans le monde. Or, nous ne sommes pas intervenus au Congo où quatre millions de personnes sont mortes en 1996. Les Congolais ne valent-ils pas les Afghans? Bien sûr que oui! Mais

nous n'avions pas d'intérêt politique ou économique en jeu dans ce pays.

**RND** Quels types de conflits réclament une intervention militaire armée plutôt qu'une mission de paix menée par des Casques bleus?

Cela dépend de la violence du conflit. Par exemple, en 1999, au Kosovo, on n'avait pas le choix d'intervenir de façon brutale parce

que l'armée yougoslave exerçait son emprise sur la population et se livrait à des exactions. Un ultimatum a été servi aux Yougoslaves : « Ou vous cessez, ou nous attaquons. » Le message n'ayant pas été entendu, les troupes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont attaqué. Par la suite, une opération de maintien de la paix classique, impliquant la neutralité des militaires par rapport aux partis en place, a été déployée. C'est d'ailleurs souvent comme ça que les choses se passent à présent.

Les conflits ont changé par rapport à hier. Avant, les Russes et les Américains pouvaient influencer la tournure des conflits en fournissant des armes à leurs alliés. Mais aujourd'hui, plusieurs chefs de guerre sont totalement indépendants. Ils vivent du pillage des diamants, de l'or, du commerce de la drogue et financent leur propre entreprise.

D'abord, une intervention militaire armée, qui nécessite une prise de parti dans le conflit, doit se faire. Vient ensuite le post-conflit ; l'opération de maintien de la paix prend alors le relais. Évidemment, de ces deux étapes, la seconde est la plus longue.

## **RND** Recourir à une aide militaire extérieure, est-ce vraiment utile dans la résolution des conflits ?

Tout dépend du conflit et du type d'intervention. Les interventions armées ne sont évidemment pas toujours bénéfiques. Visiblement, en Irak, la guerre ne donne pas les résultats escomptés par les États-Unis. Par contre, en Afghanistan, bien que la situation soit encore sous observation, on constate que de vastes régions du pays, particulièrement au nord, sont en paix. Les opérations de maintien de la paix, quant à elles, ont un effet favorable presque à tout coup. Non pas qu'elles permettent de réunifier des partis divisés. Mais souvent, grâce à elles, on évite qu'un conflit dégénère en guerre ou qu'il s'étende à d'autres régions. D'ailleurs, en 15 ans, le nombre d'opérations de maintien de la paix dans le monde est passé de 12 à 35. C'est donc que celles-ci remportent un certain succès.

## **RND** Est-il préférable d'éviter toute intervention étrangère dans certains conflits ?

Lorsque aucune des factions en place ne veut la paix, si personne ne souhaite notre présence, mieux vaut rester en dehors de la situation. Intervenir dans un tel cas équivaldrait à prendre part au conflit avec tous les risques que cela comporte : voir nos alliés devenir nos ennemis, être la cible d'attaques, vivre avec l'impossibilité de redevenir un arbitre neutre. En revanche, si certains partis appuient



notre intervention et que la situation s'y prête, même si un noyau dur demeure réfractaire à notre présence, il faut attaquer. Par contre, avant de passer à l'acte, il est absolument essentiel de calculer les risques d'un tel geste. Notre attaque causera-t-elle plus de dommages que la guerre en cours ? Risque-t-elle de déstabiliser davantage la région ? Prenons l'exemple de l'Irak. Les Américains disaient aller là-bas pour libérer un pays et offrir à ses habitants la démocratie. En réalité, la dynamique déclenchée par les États-Unis risque d'étendre le conflit irakien à la Syrie, à l'Iran et à l'Arabie saoudite. Ce n'est guère encourageant comme résultat.

## LES GRANDS CONFLITS, VERSION 2007

**RND** Les conflits d'aujourd'hui sont-ils de même nature que ceux d'hier ?

Non, ils ont changé, surtout depuis la guerre du Golfe. De nos jours, les affrontements entre les États sont

l'exception. Le plus souvent, les tensions se développent à l'intérieur même d'un pays. Parfois, à cause de l'effondrement du gouvernement, comme c'est le cas en Somalie, au Libéria, en Sierra Leone et, bien sûr, en Afghanistan, ou en raison d'affrontements politiques, ethniques ou religieux. Autre chose : jusqu'à la fin de la guerre froide, les Russes avaient leurs alliés, les Américains avaient les leurs. Ces deux superpuissances leur fournissaient de l'argent et des armes. De ce fait, elles exerçaient sur leurs alliés une pression qui pouvait influencer la tournure des conflits. Ce n'est plus le cas dorénavant. Plusieurs chefs de guerre sont totalement indépendants. Ils vivent du pillage des diamants, de l'or, du commerce de la drogue et financent leur propre entreprise.

**RND** Cela rend certainement les choses plus complexes pour la communauté internationale.

Et comment ! Lorsqu'il s'agissait d'affrontements entre deux États séparés, la gestion des conflits demeurerait somme toute assez simple.